

## LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 87 — 1279

15 JUILLET 1987. — Loi apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 7, premier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est complété comme suit :

« 9° s'il a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée. »

**Art. 2.** Les articles 48 à 57 forment une Section 1<sup>re</sup> du « Chapitre II - Réfugiés », du titre II de la même loi; cette section est intitulée « De la qualité de réfugié ».

**Art. 3.** L'article 49 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 49. Sont considérés comme réfugiés au sens de la présente loi et admis au séjour ou à l'établissement dans le Royaume :

1° l'étranger qui, en vertu des accords internationaux antérieurs à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève, le 28 juillet 1951, possédait en Belgique la qualité de réfugié avant l'entrée en vigueur de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de ladite convention;

2° l'étranger auquel la qualité de réfugié a été reconnue par le Ministre des Affaires étrangères ou par l'autorité internationale à laquelle le Ministre a délégué sa compétence;

3° l'étranger auquel la qualité de réfugié est reconnue par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Est également considéré comme réfugié au sens de la présente loi, l'étranger qui, après avoir été reconnu comme réfugié alors qu'il se trouvait sur le territoire d'un autre Etat partie contractante à la Convention internationale relative au statut des réfugiés, a été autorisé par le Ministre de la Justice ou son délégué, à séjourner ou à s'établir dans le Royaume, à condition que sa qualité de réfugié soit confirmée par l'autorité visée au premier alinéa, 2° ou 3°.

**Art. 4.** L'article 50 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 50. L'étranger qui entre ou est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 et qui désire obtenir le statut de réfugié doit, lors de son entrée ou, du moins, dans les huit jours ouvrables qui suivent celle-ci, se déclarer réfugié, soit auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué, soit auprès d'un officier de police judiciaire, en ce

(1) *Session ordinaire 1986-1987.*

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 689-1 du 1<sup>er</sup> décembre 1986. — Amendements, nos 689-2 à 9. Rapport, n° 689-10 du 10 mars 1987, de Mlle Detaille. — Amendements, nos 689-11 et 12.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 11 et 12 mars 1987.

*Session ordinaire 1986-1987.*

Sénat

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 515-1 du 12 mars 1987. — Rapport, n° 515-2 du 17 juin 1987, de M. Cerexhe. — Amendements, nos 515-3 à 8.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 1<sup>er</sup>, 2 et 9 juillet 1987.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 87 — 1279

15 JULI 1987. — Wet waarbij, voor wat bepaaldelijk de vluchtelingen betreft, wijzigingen worden aangebracht in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 7, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt aangevuld als volgt :

« 9° wanneer hij sedert minder dan tien jaar uit het Rijk werd teruggewezen of uitgezet, zo de maatregel niet werd opgeschort of ingetrokken. »

**Art. 2.** De artikelen 48 tot 57 vormen een Eerste Afdeling van « Hoofdstuk II - Vluchtelingen », van titel II van dezelfde wet; deze afdeling heeft als opschrift « De hoedanigheid van vluchteling ».

**Art. 3.** Artikel 49 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 49. Als vluchteling in de zin van deze wet worden beschouwd en tot verblijf of vestiging in het Rijk worden toegelaten :

1° de vreemdeling die krachtens de internationale akkoorden van vóór het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchteling, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, in België de hoedanigheid van vluchteling bezat vóór de inwerkingtreding van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van genoemd verdrag;

2° de vreemdeling die als vluchteling is erkend door de Minister van Buitenlandse Zaken of door de internationale overheid waaraan de Minister zijn bevoegdheid heeft overgedragen;

3° de vreemdeling die als vluchteling wordt erkend door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Als vluchteling in de zin van deze wet wordt eveneens beschouwd, de vreemdeling die, nadat hij als vluchteling werd erkend terwijl hij zich op het grondgebied bevond van een andere Staat, verdragsluitende partij bij het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, door de Minister van Justitie of diens gemachtigde tot verblijf of vestiging in het Rijk is toegelaten, op voorwaarde dat zijn hoedanigheid van vluchteling bevestigd wordt door de overheid bedoeld in het eerste lid, 2° of 3°.

**Art. 4.** Artikel 50 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 50. De vreemdeling die het Rijk binnenkomt of binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden en die de status van vluchteling wenst te verkrijgen, moet zich op het ogenblik dat hij binnenkomt of, althans binnen acht werkdagen nadat hij is binnengekomen, vluchteling verklaren, ofwel bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn

(1) *Gewone zitting 1986-1987.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp, nr. 689-1 van 1 december 1986. — Amendementen, nr. 689-2 tot 9. Verslag, nr. 689-10 van 10 maart 1987, door Mej. Detaille. — Amendementen, nr. 689-11 en 12.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 11 en 12 maart 1987.

*Gewone zitting 1986-1987.*

Senaat

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 515-1 van 12 maart 1987. — Verslag, nr. 515-2 van 17 juni 1987, van de heer Cerexhe. — Amendementen, nr. 515-3 tot 8.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 1, 2 en 9 juli 1987.

compris celui dont la compétence est limitée, soit auprès d'un sous-officier de la gendarmerie, soit auprès du directeur d'un établissement pénitencier, soit auprès d'un agent de l'Administration de la Sûreté publique, soit auprès d'un agent de l'Administration des Douanes et Accises, soit également, sauf s'il s'agit d'une commune où le système d'interdiction de séjour ou d'établissement des étrangers est institué en application de l'article 18 bis, auprès de l'administration de la commune où il loge.

L'autorité de police ou l'administration à laquelle l'étranger fait la déclaration visée au premier alinéa, lui en donne acte par écrit et la porte à la connaissance du Ministre de la Justice ou de son délégué, qui en informe immédiatement le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. »

Art. 5. L'article 51 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. L'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume sans avoir le statut de réfugié et qui désire l'obtenir doit faire sa déclaration ou adresser sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, à l'une des autorités visées à l'article 50, avant que le séjour cesse d'être régulier.

La déclaration mentionnée au premier alinéa peut également être faite auprès de l'administration de la commune où l'étranger loge et où l'interdiction de séjour ou d'établissement des étrangers a été instituée en application de l'article 18 bis, si l'étranger n'est pas visé par cette interdiction.

Pour l'étranger qui demande à être reconnu en qualité de réfugié, le séjour cesse d'être régulier lorsqu'il n'a pas été satisfait aux conditions imposées par les articles 5, 12 ou 17.

L'autorité à laquelle l'étranger fait sa déclaration lui en donne acte par écrit et la porte à la connaissance du Ministre de la Justice ou de son délégué qui en informe immédiatement le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. »

Art. 6. L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 52. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui tente de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande, à la frontière, d'être reconnu comme tel, fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national et qu'en conséquence il sera refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières :

1<sup>o</sup> si l'étranger est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale;

2<sup>o</sup> si la demande est manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile, en particulier parce qu'elle est frauduleuse ou parce qu'elle ne se rattache ni aux critères prévus par l'article 1<sup>er</sup>, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951, ni à d'autres critères justifiant l'octroi de l'asile.

Le Ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui tente de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande, à la frontière, à être reconnu comme tel, fait l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national et qu'en conséquence il sera refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières :

1<sup>o</sup> si l'étranger est en possession d'un titre de transport valable à destination d'un pays tiers;

2<sup>o</sup> si l'étranger a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée;

3<sup>o</sup> si, après avoir quitté son pays ou après le fait l'ayant amené à en demeurer éloigné, l'étranger a résidé plus de trois mois dans un pays tiers et a quitté celui-ci en l'absence de crainte au sens de l'article 1<sup>er</sup>, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951;

4<sup>o</sup> si, après avoir quitté son pays ou après le fait l'ayant amené à en demeurer éloigné, l'étranger a résidé dans plusieurs pays tiers pendant une durée totale supérieure à trois mois et a quitté le dernier de ces pays en l'absence de crainte au sens de l'article 1<sup>er</sup>, A (2), de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951.

§ 2. Le Ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme

gemachtigde, ofwel bij een officier van gerechtelijke politie, daaronder mede begrepen de officier van gerechtelijke politie met beperkte bevoegdheid, ofwel bij een onderofficier van de rijkswacht, ofwel bij de directeur van een strafinrichting, ofwel bij een ambtenaar van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, ofwel bij een ambtenaar van de Administratie der Douane en Accijnzen, of ook nog bij het bestuur van de gemeente waar hij logeert, behalve wanneer het gaat om een gemeente waar overeenkomstig artikel 18 bis de regeling inzake verblijfs- of vestigingsverbod voor vreemdelingen is ingesteld.

De politieoverheid waarvoor of het bestuur waarbij de vreemdeling de verklaring bedoeld in het eerste lid aflegt, verleent hem daarvan schriftelijk akte en brengt ze ter kennis van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde die daarvan onmiddellijk de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen inlicht. »

Art. 5. Artikel 51 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 51. De vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is zonder de status van vluchteling te bezitten en die deze wenst te verkrijgen, moet zijn verklaring afleggen voor of zijn aanvraag tot erkenning richten tot één der bij artikel 50 bedoelde overheden, vóór het verblijf ophoudt regelmatig te zijn.

De in het eerste lid vermelde verklaring kan eveneens afgelegd worden bij het bestuur van de gemeente waar de vreemdeling logeert en waar overeenkomstig artikel 18 bis de regeling inzake verblijfs- en vestigingsverbod voor vreemdelingen is ingesteld, indien de vreemdeling niet onder dit verbod valt.

Voor de vreemdeling die vraagt om als vluchteling te worden erkend houdt het verblijf op regelmatig te zijn wanneer aan de bij de artikelen 5, 12 of 17 opgelegde voorwaarden niet is voldaan.

De overheid waarvoor de vreemdeling zijn verklaring aflegt, verleent hem daarvan schriftelijk akte en brengt ze ter kennis van de Minister van Justitie of zijn gemachtigde die daarvan onmiddellijk de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen inlicht. »

Art. 6. Artikel 52 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 52. § 1. De Minister van Justitie kan beslissen dat aan de vreemdeling die het Rijk probeert binnen te komen zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en die aan de grens vraagt om als dusdanig erkend te worden, de toegang tot 's lands grondgebied wordt geweigerd en dat die vreemdeling dientengevolge door de met de grenscontrole belaste overheden wordt teruggedreven :

1<sup>o</sup> wanneer de vreemdeling geacht wordt de openbare orde of de nationale veiligheid te kunnen schaden;

2<sup>o</sup> wanneer de aanvraag kennelijk steunt op motieven die niets uit te staan hebben met asiel, inzonderheid omdat ze bedrieglijk is of omdat ze geen verband houdt met de criteria bepaald bij artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, noch met andere criteria die de toekenning van asiel wettigen.

De Minister van Justitie of diens gemachtigde kan beslissen dat aan de vreemdeling die het Rijk probeert binnen te komen zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en die aan de grens vraagt om als dusdanig erkend te worden, de toegang tot 's lands grondgebied wordt geweigerd en dat die vreemdeling dientengevolge door de met de grenscontrole belaste overheden wordt teruggedreven :

1<sup>o</sup> wanneer de vreemdeling in het bezit is van een geldig vervoerbewijs voor een ander land;

2<sup>o</sup> wanneer de vreemdeling sedert minder dan tien jaar uit het Rijk teruggewezen of uitgezet werd, zo de maatregel niet opgeschort of ingetrokken werd;

3<sup>o</sup> wanneer de vreemdeling, na zijn land verlaten te hebben of na het feit dat hem ertoe gebracht heeft ervan verwijderd te blijven, langer dan drie maanden in een ander land verbleven heeft en dit verlaten heeft, zonder vrees in de zin van artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève, op 28 juli 1951;

4<sup>o</sup> wanneer de vreemdeling, na zijn land verlaten te hebben of na het feit dat hem ertoe gebracht heeft ervan verwijderd te blijven, gedurende een totale duur van langer dan drie maanden in verschillende andere landen verbleven heeft, en het laatste van die landen verlaten heeft zonder vrees in die zin van artikel 1, A (2), van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève, op 28 juli 1951.

§ 2. De Minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en vraagt als

tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, premier alinéa.

Le Ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume :

1° si l'étranger a présenté, sans justification, sa demande après l'expiration du délai fixé par l'article 50, premier alinéa;

2° si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, deuxième alinéa, 2° à 4°.

§ 3. Le Ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, premier alinéa.

Le Ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui est entré régulièrement dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume :

1° si l'étranger a présenté sa demande lorsque le séjour a cessé d'être régulier sans justification;

2° si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, deuxième alinéa, 2° à 4°.

§ 4. Le Ministre de la Justice peut décider que l'étranger qui a été autorisé ou admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, premier alinéa.

Le Ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui a été autorisé ou admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner ou à s'établir en cette qualité dans le Royaume :

1° si l'étranger a présenté sa demande lorsque le séjour ou l'établissement a cessé d'être régulier sans justification;

2° si l'étranger se trouve dans un des cas prévus au § 1er, deuxième alinéa, 2°.

Art. 7. L'article 53 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Si un étranger demande ou a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié conformément à l'article 50 ou à l'article 51 et si cet étranger ne s'est pas vu refuser l'entrée sur le territoire du Royaume, le séjour ou l'établissement, en application de l'article 52, le Ministre de la Justice ne peut lui donner l'ordre de quitter le territoire que si l'étranger est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale et après avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

L'étranger visé au premier alinéa ne peut faire l'objet de poursuites pénales en raison de son entrée ou de son séjour irréguliers aussi longtemps que sa demande de reconnaissance n'aura pas été déclarée non fondée. »

Art. 8. Un article 53bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 53bis. L'étranger visé à l'article 52 ne peut être reconduit à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, que par une décision du Ministre de la Justice.

Le Ministre de la Justice peut enjoindre à l'étranger qui a introduit un recours devant le président du tribunal de première instance contre la décision visée au premier alinéa, de résider en un lieu déterminé pendant que sa demande est à l'examen.

Dans des circonstances exceptionnellement graves, le Ministre de la Justice, s'il l'estime nécessaire pour la sauvegarde de l'ordre public ou de la sécurité nationale, peut mettre l'intéressé à titre provisoire à la disposition du Gouvernement. »

Art. 9. Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi, une Section 2 intitulée « Du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides » et comprenant les articles suivants :

« Art. 57/2. Il est créé, auprès du Ministre de la Justice, un « Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ». Celui-ci comprend un Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et

dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven indien de vreemdeling zich bevindt in één van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid.

De Minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven :

1° wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording heeft ingediend na het verstrijken van de in artikel 50, eerste lid, bepaalde termijn;

2° wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2° tot 4°.

§ 3. De Minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven wanneer hij zich bevindt in een van de gevallen voorzien § 1, eerste lid.

De Minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die regelmatig het Rijk binnengekomen is, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven :

1° wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording ingediend heeft nadat het verblijf opgehouden heeft regelmatig te zijn;

2° wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2° tot 4°.

§ 4. De Minister van Justitie kan beslissen dat de vreemdeling die gemachtigd of toegelaten is langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of er zich te vestigen, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven of zich te vestigen, wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, eerste lid.

De Minister van Justitie of zijn gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die gemachtigd of toegelaten is langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven of er zich te vestigen, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven of zich te vestigen :

1° wanneer de vreemdeling zijn aanvraag zonder verantwoording ingediend heeft nadat het verblijf of de vestiging opgehouden heeft regelmatig te zijn;

2° wanneer de vreemdeling zich bevindt in een van de gevallen voorzien in § 1, tweede lid, 2°.

Art. 7. Artikel 53 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. Indien een vreemdeling de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling vraagt of gevraagd heeft overeenkomstig artikel 50 of artikel 51, en indien de toegang tot, het verblijf of de vestiging op 's lands grondgebied hem niet geweigerd is met toepassing van artikel 52, kan de Minister van Justitie slechts, het bevel geven het grondgebied te verlaten indien de vreemdeling geacht wordt de openbare orde of 's lands veiligheid te kunnen schaden en na advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een zijn adjuncten.

De in het eerste lid bedoelde vreemdeling kan wegens het onregelmatig binnenkomen of verblijven in het land niet strafrechtelijk vervolgd worden zolang zijn aanvraag tot erkenning niet ongegrond is verklaard. »

Art. 8. Een artikel 53bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 53bis. De vreemdeling waarvan sprake is in artikel 52 kan slechts met een beslissing van de Minister van Justitie teruggeleid worden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn.

De Minister van Justitie kan de vreemdeling die tegen de in het eerste lid bedoelde beslissing beroep heeft ingesteld bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, verplichten in een bepaalde plaats te verblijven gedurende de tijd dat zijn vordering in onderzoek is.

In uitzonderlijk ernstige omstandigheden kan de Minister van Justitie, wanneer bij zulks nodig acht, voor de handhaving van de openbare orde of de veiligheid van het land, de vreemdeling te voorlopigen titel ter beschikking van de Regering stellen. »

Art. 9. In het hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een Afdeling 2 ingevoegd die als opschrift heeft « Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen » en de hierna volgende artikelen bevat :

« Art. 57/2. Bij de Minister van Justitie wordt een « Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen » opgericht. Dit omvat een Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de

ses deux adjoints. Le Commissaire général et ses adjoints prennent leurs décisions et émettent leurs avis en toute indépendance.

Art. 57/3. Le Commissaire général dirige le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Le Commissaire général est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Justice.

Le Commissaire général est nommé pour une période de cinq ans. Son mandat peut être renouvelé.

Pour pouvoir être nommé Commissaire général, le candidat doit être Belge, être docteur ou licencié en droit et avoir atteint l'âge de trente ans.

Art. 57/4. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est assisté par deux commissaires adjoints.

Les commissaires adjoints sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Justice.

Les commissaires adjoints sont nommés pour une période de cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Les commissaires adjoints doivent être Belges, être docteurs ou licenciés en droit, avoir atteint l'âge de trente ans et justifier par leur diplôme ou leur rôle linguistique qu'ils ont la connaissance, l'un de la langue française, l'autre de la langue néerlandaise.

Art. 57/5. Les fonctions de Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et de commissaire adjoint sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat politique.

Art. 57/6. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est compétent :

1° pour reconnaître ou refuser de reconnaître la qualité de réfugié, au sens des conventions internationales liant la Belgique, à l'étranger visé à l'article 53;

2° pour retirer la qualité de réfugié au sens des conventions internationales liant la Belgique;

3° pour confirmer ou refuser de confirmer la qualité de réfugié de l'étranger qui remplit les conditions prévues à l'article 49, deuxième alinéa;

4° pour délivrer aux réfugiés et aux apatrides les documents visés à l'article 25 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951, et à l'article 25 de la Convention relative au statut des apatrides, signée à New York, le 28 septembre 1954.

Les décisions refusant de reconnaître ou de confirmer la qualité de réfugié ainsi que celles retirant cette qualité sont motivées, en indiquant les circonstances de la cause.

Art. 57/7. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides peut s'adresser au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin de recueillir tous renseignements utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il a le droit de se faire communiquer par toute autorité belge tous documents et renseignements utiles à l'exercice de sa mission.

Art. 57/8. Les étrangers visés à l'article 49, deuxième alinéa, ou à l'article 53 doivent être domiciliés en Belgique. Toutes les notifications leur sont valablement faites par le Commissaire général ou par son délégué, au domicile élu.

Les décisions sont notifiées aux intéressés et au Ministre de la Justice, qui en reçoit une copie, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Les convocations et demandes de renseignements sont également envoyées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 57/9. Les compétences définies par l'article 57/6, 1° à 3°, sont exercées par le Commissaire général ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un de ses adjoints.

La compétence définie par l'article 57/6, 4°, est exercée par le Commissaire général ou par son délégué.

Art. 57/10. L'étranger qui ne satisfait pas à l'obligation d'être domicilié en Belgique ou qui ne donne pas suite à une convocation ou à une demande de renseignements dans le mois de son envoi, peut se voir refuser la reconnaissance ou la confirmation de la qualité de réfugié.

Art. 57/11. Les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne sont susceptibles de recours qu'auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Ce recours doit être introduit dans les trente jours de la notification de la décision contre laquelle il est formé.

staatlozen en diens twee adjuncten. De Commissaris-generaal en zijn adjuncten zijn geheel onafhankelijk bij het nemen van hun beslissingen en het uitbrengen van hun adviezen.

Art. 57/3. De Commissaris-generaal leidt het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

De Commissaris-generaal wordt benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit op voorstel van de Minister van Justitie.

De Commissaris-generaal wordt benoemd voor een periode van vijf jaar. Zijn mandaat kan hernieuwd worden.

Om tot De Commissaris-generaal benoemd te kunnen worden, moet de kandidaat Belg zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn en de leeftijd van dertig jaar bereikt hebben.

Art. 57/4. De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen wordt bijgestaan door twee adjunct-commissarissen.

De adjunct-commissarissen worden benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister van Justitie.

De adjunct-commissarissen worden benoemd voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat kan hernieuwd worden.

De adjunct-commissarissen moeten Belg zijn, doctor of licentiaat in de rechten zijn, de leeftijd van dertig jaar bereikt hebben, en door hun diploma of hun taalrol, het bewijs leveren van de kennis, de ene van de Nederlandse taal, de andere van de Franse taal.

Art. 57/5. Het ambt van Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en van de adjunct-commissaris is onverenigbaar met elk politiek mandaat.

Art. 57/6. De Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is bevoegd :

1° om aan de vreemdeling bedoeld in artikel 53, de hoedanigheid van vluchteling, in de zin van de internationale verdragen die België binden, te erkennen of weigeren te erkennen;

2° om de hoedanigheid van vluchteling in de zin van de internationale verdragen die België binden, in te trekken;

3° om de hoedanigheid van vluchteling in hoofde van de vreemdeling die voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 49, tweede lid te bevestigen of weigeren te bevestigen;

4° om aan de vreemdelingen en de staatlozen de documenten te verstrekken welke bedoeld zijn in artikel 25 van het internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève, op 28 juli 1951, en in artikel 25 van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York, op 28 september 1954.

De beslissingen tot weigering van de erkenning of van de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling, zomede deze tot intrekking van die hoedanigheid worden met redenen omkleed met vermelding van de omstandigheden van de zaak.

Art. 57/7. Het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kan zich wenden tot de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen teneinde alle nuttige inlichtingen voor het vervullen van zijn opdracht in te winnen.

Het is gerechtigd om alle bescheiden en inlichtingen die voor de uitoefening van zijn opdracht nuttig zijn, door elke Belgische overheid te doen overleggen.

Art. 57/8. De in artikel 49, tweede lid, of in artikel 53 bedoelde vreemdelingen moeten in België woonplaats kiezen. Alle kennisgevingen worden hun op geldige wijze door de Commissaris-generaal of door diens gemachtigde aan de gekozen woonplaats gedaan.

De beslissingen worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden en van de Minister van Justitie die bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs een afschrift ervan ontvangen.

De oproepingen en de vragen om inlichtingen worden eveneens gedaan bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 57/9. De bij artikel 57/6, 1° tot 3°, omschreven bevoegdheden worden uitgeoefend door de Commissaris-generaal of, als deze verhinderd is, door een van zijn adjuncten.

De bij artikel 57/6, 4°, omschreven bevoegdheid wordt uitgeoefend door de Commissaris-generaal of door zijn gemachtigde.

Art. 57/10. De erkenning of de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling kan worden geweigerd aan de vreemdeling die niet voldoet aan de verplichting om in België woonplaats te kiezen of die aan een oproeping of een vraag om inlichtingen geen gevolg geeft binnen een maand na de verzending ervan.

Art. 57/11. Tegen de beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen kan alleen bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen beroep worden ingesteld.

Dit beroep moet ingediend worden binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen het gericht is.

La décision ne peut être exécutée ni pendant le délai fixé pour l'introduction d'un recours, ni après la formation de celui-ci. »

**Art. 10.** Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi une Section 3 intitulée « De la Commission permanente de recours des réfugiés » et comprenant les articles suivants :

« Art. 57/12. La Commission permanente de recours des réfugiés comprend au moins une chambre française et une chambre néerlandaise, dont les membres justifient par leur diplôme ou leur rôle linguistique qu'ils ont la connaissance de la langue correspondant à celle de la chambre.

Chaque chambre se compose :

1° d'un juge ou d'un conseiller effectif en fonction, nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Justice;

2° d'un fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, titulaire d'un grade classé au moins au rang 13 et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre des Affaires étrangères;

3° d'un fonctionnaire du Ministère de la Justice, titulaire d'un grade classé au moins au rang 13 et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Justice;

4° d'un avocat inscrit depuis dix ans au moins au tableau de l'Ordre des avocats, et nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de la Justice qui aura pris au préalable l'avis de l'Ordre national des avocats.

Chaque membre a un ou plusieurs suppléants qui assurent son remplacement en cas d'empêchement et, le cas échéant, l'achèvement de son mandat.

Les suppléants sont nommés selon les mêmes modalités que les membres.

Les membres et leurs suppléants sont nommés pour une période de cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés ou son délégué est également membre de la Commission permanente de recours des réfugiés avec voix consultative.

**Art. 57/13.** Chaque chambre siège au nombre de cinq membres, à savoir le juge ou le conseiller qui en assume la présidence, l'avocat, le fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, le fonctionnaire du Ministère de la Justice ainsi que le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés ou son délégué, qui participe au délibéré avec voix consultative.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 57/14.** Au début de la première audience dans laquelle ils sont appelés à siéger, les fonctionnaires visés à l'article 57/13 prêtent serment, entre les mains du président, dans les termes suivants : « Je jure de remplir loyalement ma fonction de membre de la Commission et de participer au délibéré avec la seule volonté d'exécuter la loi ».

**Art. 57/15.** La Commission peut d'office ou à la demande d'une partie, entendre le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou son délégué.

**Art. 57/16.** L'étranger qui introduit un recours auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés doit élire domicile en Belgique.

Toute notification lui est valablement faite par le président ou son délégué au domicile élu.

Les décisions de la Commission sont notifiées à l'intéressé, à son conseil et au Ministre de la Justice, qui en reçoivent une copie, sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Les convocations et demandes de renseignements sont également envoyées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

**Art. 57/17.** L'étranger qui ne satisfait pas à l'obligation d'élire domicile en Belgique ou qui ne donne pas suite à une convocation ou à une demande de renseignements dans le mois de son envoi, peut se voir refuser la reconnaissance ou la confirmation de la qualité de réfugié.

**Art. 57/18.** L'étranger comparant peut se faire assister ou se faire représenter par l'avocat qu'il choisit ou, s'il ne possède pas les moyens de rémunérer un défenseur, par un avocat désigné par le Bureau de consultation et de défense.

**Art. 57/19.** L'étranger, l'avocat qui l'assiste ou le représente et le Ministre de la Justice, ou son délégué, peuvent, à partir du cinquième jour ouvrable avant le jour de l'audience, prendre connaissance du dossier administratif.

De beslissing kan niet ten uitvoer worden gelegd gedurende de termijn die voor het instellen van beroep bepaald is en evenmin na het instellen van dat beroep. »

**Art. 10.** In hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een Afdeling 3 ingevoegd, die als opschrift heeft « De Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen » en die de hierna volgende artikelen bevat :

« Art. 57/12. De Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen bevat ten minste een Nederlandse kamer en een Franse kamer, waarvan de leden, door hun diploma of taalrol, het bewijs leveren van hun kennis van de taal die overeenkomt met die van de kamer.

Elke kamer bestaat uit :

1° een werkend rechter of raadsheer in werkelijke dienst, benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister van Justitie;

2° een ambtenaar van het Ministerie van Buitenlandse Zaken die titularis is van een graad die ten minste in rang 13 ingedeeld is en die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

3° een ambtenaar van het Ministerie van Justitie die titularis is van een graad die ten minste in rang 13 ingedeeld is en die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister van Justitie;

4° een advocaat die minstens tien jaar ingeschreven is op de tabel van de Orde van Advocaten en die benoemd is door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Minister van Justitie die voorafgaandelijk het advies van de Nationale Orde van Advocaten heeft ingewonnen.

Elk lid heeft een of meerdere plaatsvervaarders die hem bij verhindering vervangen en, desgevallend, zijn mandaat voltooien.

De plaatsvervaarders worden benoemd volgens dezelfde modaliteiten als de leden.

De leden en hun plaatsvervaarders worden benoemd voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

De vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen of zijn gemachtigde is eveneens lid van de Vaste Beroepscommissie voor Vluchtelingen, met raadgevende stem.

**Art. 57/13.** Elke kamer houdt zitting met vijf leden, met name de rechter of de raadsheer, die het voorzitterschap waarneemt, de advocaat, de ambtenaar van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, de ambtenaar van het Ministerie van Justitie, zomede de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen of zijn gemachtigde die aan de beraadslaging deelneemt met raadgevende stem.

In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 57/14.** Bij de aanvang van de eerste terechtzitting waarin zij geroepen zijn te zetelen leggen de ambtenaren bedoeld in artikel 57/13, in de handen van de voorzitter, de navolgende eed af : « Ik zweer mijn ambtsplichten als lid van de Commissie eerlijk te vervullen en deel te nemen aan de beraadslaging alleen met de wil de wet uit te voeren ».

**Art. 57/15.** De Commissie kan, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een van de partijen, de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde horen.

**Art. 57/16.** De vreemdeling die een beroep bij de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen indient moet in België woonplaats kiezen.

Elke kennisgeving wordt hem op geldige wijze door de voorzitter of zijn gemachtigde aan de gekozen woonplaats gedaan.

De beslissingen van de Commissie worden ter kennis gebracht van de belanghebbende, van zijn raadsman en van de Minister van Justitie, die bij ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs, een afschrift ervan ontvangen.

De oproepingen en de vragen om inlichtingen worden eveneens gedaan bij ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs.

**Art. 57/17.** De erkenning of de bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling kan worden geweigerd aan de vreemdeling die niet voldoet aan de verplichting om in België woonplaats te kiezen of die aan een oproeping of een vraag om inlichtingen geen gevolg geeft binnen een maand na de verzending ervan.

**Art. 57/18.** De verschijnende vreemdeling mag zich laten bijstaan of laten vertegenwoordigen door een advocaat van zijn keuze of, indien hij niet over de middelen beschikt om een verdiger te betalen, door een advocaat aangewezen door het Bureau voor consultatie en verdediging.

**Art. 57/19.** De vreemdeling, de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt en de Minister van Justitie, of diens gemachtigde, kunnen vanaf de vijfde werkdag vóór de dag van de zitting kennis nemen van het administratief dossier.

Le président de la Commission peut ordonner le huis-clos, d'office ou à la demande du Ministre de la Justice ou de son délégué, du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, ou d'un de ses adjoints, de l'étranger ou de l'avocat qui l'assiste ou le représente.

Il peut également l'ordonner si le dossier administratif contient des pièces dont le caractère confidentiel a été reconnu par lui, d'initiative ou sur proposition du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Art. 57/20. La procédure devant la Commission est orale. Elle a lieu en français ou en néerlandais au choix de l'étranger comparant.

Si celui-ci ne comprend aucune de ces langues, le président lui propose de recourir aux services d'un interprète qui prêtera serment dans les termes suivants : « Je jure de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents. »

Art. 57/21. La Commission peut entendre des témoins qui prêteront serment dans les termes suivants : « Je jure en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité. »

Art. 57/22. Les décisions de la Commission permanente de recours des réfugiés sont motivées en indiquant les circonstances de la cause.

Art. 57/23. Les décisions de la Commission permanente de recours des réfugiés ne sont susceptibles que du recours ouvert par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat contre les décisions contentieuses administratives.

L'étranger, l'avocat qui l'assiste ou le représente et le Ministre de la Justice ou son délégué peuvent prendre connaissance du dossier administratif.

Le président de la chambre saisie peut ordonner le huis-clos, d'office ou à la demande du Ministre de la Justice ou de son délégué, du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, de l'étranger ou de l'avocat qui l'assiste ou le représente.

Il peut également l'ordonner si le dossier administratif contient des pièces reconnues confidentielles en application de l'article 57/19.

De telles pièces ne peuvent être mentionnées, citées ou reproduites dans aucun acte de la procédure, à peine de nullité de cet acte.

Art. 11. Il est inséré dans le chapitre II du titre II de la même loi une Section 4 intitulée « Dispositions complémentaires » et comprenant les articles suivants :

« Art. 57/24. La procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et la Commission permanente de recours des réfugiés ainsi que leur fonctionnement sont déterminés par le Roi, dans le respect des règles établies par la présente loi.

Art. 57/25. Le Ministre de la Justice met à la disposition du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et de la Commission permanente de recours des réfugiés le personnel et les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le cadre définitif et le cadre temporaire du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, incorporés à l'administration centrale du Ministère de la Justice, sont déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le cadre définitif du personnel de la Commission permanente de recours des réfugiés, incorporé à l'administration centrale du Ministère de la Justice, est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 57/26. Le Roi fixe le statut pécuniaire du Commissaire général et de ses adjoints.

Le Roi peut prévoir des allocations et indemnités pour les membres de la Commission permanente de recours des réfugiés.

Art. 57/27. L'article 458 du Code pénal est applicable au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, à ses adjoints et aux membres de la Commission permanente de recours des réfugiés, en ce qui concerne les renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 57/28. Chaque année, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides fait rapport au Ministre de la Justice sur sa mission. Une copie de ce rapport avec les observations éventuelles du Ministre de la Justice est transmise à la Chambre des Représentants et au Sénat par le Ministre de la Justice.

Art. 12. Dans l'article 62, premier alinéa, de la même loi, les mots « par les personnes désignées au 2° de l'article 50 » sont remplacés par les mots « par les autorités désignées à l'article 50, à l'exception du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué ».

De voorzitter van de Commissie kan ambtshalve of op verzoek van de Minister van Justitie of diens gemachtigde, van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van diens adjuncten, van de vreemdeling of van de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt, bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld.

Hij kan dat ook bevelen wanneer het administratieve dossier stukken bevat die hij, op eigen initiatief of op voorstel van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van diens adjuncten, als vertrouwelijk heeft erkend.

Art. 57/20. De rechtspleging voor de Commissie gebeurt mondeling, in het Nederlands of in het Frans, naar keuze van de verschijnende vreemdeling.

Wanneer deze geen dezer talen verstaat, stelt de voorzitter hem voor een beroep te doen op een tolk, die de eed aflegt in volgende termen : « Ik zweer getrouwelijk de gezegden te vertolken, welke aan personen die verschillende talen spreekt, moeten overgezegd worden. »

Art. 57/21. De Commissie kan getuigen horen, die de eed afleggen in volgende termen : « Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen. »

Art. 57/22. De beslissingen van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen worden met redenen omkleed met vermelding van de omstandigheden van de zaak.

Art. 57/23. De beslissingen van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen zijn slechts vatbaar voor het beroep voorzien bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tegen administratieve beslissingen in betwiste zaken.

De vreemdeling, de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt en de Minister van Justitie of diens gemachtigde mogen kennis nemen van het administratieve dossier.

De voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is, kan ambtshalve of op verzoek van de Minister van Justitie of diens gemachtigde, van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of één van diens adjuncten, van de vreemdeling of van de advocaat die hem bijstaat of vertegenwoordigt, bevelen dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld.

Hij kan dat ook bevelen wanneer het administratieve dossier krachtens artikel 57/19 als vertrouwelijk erkende stukken bevat.

Dergelijke stukken mogen in geen enkele akte van de procedure worden vermeld, aangehaald of overgenomen, op straffe van nietigheid van die akte.

Art. 11. In hoofdstuk II van titel II van dezelfde wet wordt een Afdeling 4 ingevoegd die als opschrift heeft « Aanvullende bepalingen » en de hierna volgende artikelen bevat :

« Art. 57/24. De Koning bepaalt, met inachtneming van de bij deze wet vastgestelde regels, de rechtspleging voor en de werking van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen.

Art. 57/25. De Minister van Justitie stelt aan het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen het personeel en de middelen ter beschikking die nodig zijn voor het vervullen van hun opdracht.

De vaste en de tijdelijke personeelsformatie van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, ingedeeld bij het centraal bestuur van het Ministerie van Justitie, worden door de Koning vastgesteld, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

De vaste personeelsformatie van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen, ingedeeld bij het centraal bestuur van het Ministerie van Justitie, wordt door de Koning vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 57/26. De Koning bepaalt de bezoldigingsregeling van de Commissaris-generaal en van diens adjuncten.

De Koning kan voorzien in toelagen en vergoedingen voor de leden van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen.

Art. 57/27. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, op diens adjuncten en op de leden van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen, wat betreft de inlichtingen waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis krijgen.

Art. 57/28. Elk jaar brengt de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen aan de Minister van Justitie verslag uit over zijn opdracht. Een afschrift van dat verslag met de eventuele opmerkingen van de Minister van Justitie wordt door de Minister van Justitie aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat overgezonden.

Art. 12. In artikel 62, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « de personen aangewezen in artikel 50, 2° » vervangen door de woorden « de overheden aangewezen in artikel 50 met uitzondering van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde ».

**Art. 13.** A l'article 63 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les décisions administratives peuvent donner lieu soit à une demande urgente de réexamen, soit à une demande en révision, soit à une demande de levée de mesure de sûreté, soit à un recours en annulation, soit à un recours au pouvoir judiciaire, conformément aux dispositions ci-après. »

2° l'alinéa suivant est inséré entre les premier et deuxième alinéas :

« Les décisions prises en application des articles 3, 7, 11, 19, 52, 53, 53bis, deuxième alinéa, 54, 55, 57, 61, deuxième alinéa, 63/2, 63/3 et 63/5, deuxième alinéa, ne sont pas susceptibles d'une demande en référé sur la base de l'article 584 du Code judiciaire. »

3° dans le dernier alinéa, l'énumération d'articles est complétée par la référence à l'article 53.

**Art. 14.** Il est inséré dans le titre III de la même loi un chapitre Ibis intitulé « Demande urgente de réexamen » et comprenant les articles suivants :

« Art. 63/2. La décision par laquelle le Ministre de la Justice refuse, en application de l'article 52, l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume à l'étranger qui se déclare réfugié, peut donner lieu à une demande urgente de réexamen auprès du Ministre de la Justice.

Cette demande doit être introduite dans les vingt-quatre heures de la notification du refus d'entrée ou dans les trois jours ouvrables de la notification du refus de séjour ou d'établissement.

Le Ministre de la Justice doit, avant de statuer, demander l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Cet avis doit être donné dans les sept jours de la réception de la demande d'avis en cas de refus de séjour ou d'établissement. Il doit être donné dans les vingt-quatre heures en cas de refus d'entrée à la frontière.

Le Ministre réexamine le cas et prend une décision nouvelle qui se substitue à celle qui a été l'objet de la demande.

En cas d'avis favorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, la décision nouvelle doit être motivée eu égard à cet avis lorsqu'elle maintient la mesure.

« Art. 63/3. La décision par laquelle le délégué du Ministre de la Justice refuse, en application de l'article 52, l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume à l'étranger qui se déclare réfugié, peut donner lieu à une demande urgente de réexamen auprès du délégué du Ministre de la Justice.

Cette demande doit être introduite dans les vingt-quatre heures de la notification du refus d'entrée ou dans les trois jours ouvrables de la notification du refus de séjour ou d'établissement.

Le délégué du Ministre de la Justice doit, avant de statuer, demander l'avis du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints.

Cet avis doit être donné dans les sept jours de la réception de la demande d'avis en cas de refus de séjour ou d'établissement. Il doit être donné dans les vingt-quatre heures en cas de refus d'entrée à la frontière.

En cas d'avis favorable du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints, à l'entrée, au séjour ou à l'établissement, le délégué du Ministre de la Justice doit autoriser l'entrée, le séjour ou l'établissement. »

« Art. 63/4. La décision nouvelle est notifiée à l'intéressé qui en reçoit une copie. La notification mentionne que la décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat et indique le délai légal dans lequel ce recours doit être introduit. »

« Art. 63/5. Pendant la durée de l'examen de la demande urgente de réexamen, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée et aucune mesure de cette nature ne peut être prise à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont motivé la décision contre laquelle cette demande est introduite.

**Art. 13.** In artikel 63 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De administratieve beslissingen zijn vatbaar, ofwel voor een dringend verzoek tot heronderzoek, ofwel voor een verzoek tot herziening, ofwel voor een verzoek tot opheffing van veiligheidsmaatregelen, ofwel voor beroep tot nietigverklaring, of nog voor beroep bij de rechterlijke macht, overeenkomstig hetgeen hierna is bepaald. »

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De beslissingen genomen met toepassing van de artikelen 3, 7, 11, 19, 52, 53, 53bis, tweede lid, 54, 55, 57, 61, tweede lid, 63/2, 63/3 en 63/5, tweede lid, zijn niet vatbaar voor een vordering in kort geding op grond van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek. »

3° in het laatste lid wordt de opsomming van artikelen aangevuld met de verwijzing naar artikel 53.

**Art. 14.** In titel III van dezelfde wet wordt een hoofdstuk Ibis ingevoegd, dat als opschrift heeft « Dringend verzoek tot heronderzoek » en dat de hierna volgende artikelen bevat :

« Art. 63/2. De beslissing waarbij de Minister van Justitie, in toepassing van artikel 52, de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging weigert aan de vreemdeling die zich vluchteling verklaart, is vatbaar voor een dringend verzoek tot heronderzoek bij de Minister van Justitie.

Dit verzoek moet ingediend worden binnen de vierentwintig uur na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de toegang tot het grondgebied of binnen de drie werkdagen na de kennisgeving van de weigering van verblijf of van vestiging.

De Minister van Justitie moet, alvorens een beslissing te nemen, het advies inwinnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten.

Dit advies moet gegeven worden binnen de zeven dagen na de ontvangst van het verzoek om advies wanneer het gaat om een weigering van verblijf of vestiging. Het moet gegeven worden binnen de vierentwintig uur in het geval van weigering van toegang tot het grondgebied aan de grens.

De Minister moet het geval opnieuw onderzoeken en een nieuwe beslissing nemen die in de plaats komt van die waartegen het verzoek werd gericht.

In geval van gunstig advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten voor toegang tot het grondgebied, verblijf of vestiging, moet de nieuwe beslissing met redenen omkleed zijn, gelet op dit advies, wanneer de maatregel gehandhaafd wordt.

« Art. 63/3. De beslissing waarbij de afgevaardigde van de Minister van Justitie, in toepassing van artikel 52, de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging weigert aan de vreemdeling die zich vluchteling verklaart, is vatbaar voor een dringend verzoek tot heronderzoek bij de gemachtigde van de Minister van Justitie.

Dit verzoek moet ingediend worden binnen de vierentwintig uur na de kennisgeving van de beslissing tot weigering van de toegang tot het grondgebied of binnen de drie werkdagen na de kennisgeving van de weigering van verblijf of van vestiging.

De gemachtigde van de Minister van Justitie moet, alvorens een beslissing te nemen, het advies inwinnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten.

Dit advies moet gegeven worden binnen de zeven dagen na de ontvangst van het verzoek om advies, wanneer het gaat om een weigering van verblijf of vestiging. Het moet gegeven worden binnen de vierentwintig uur in het geval van weigering van toegang tot het grondgebied aan de grens.

In geval van gunstig advies van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of van een van zijn adjuncten voor toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging, moet de gemachtigde van de Minister van Justitie de toegang, het verblijf of de vestiging toelaten. »

« Art. 63/4. De nieuwe beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokkene die er een afschrift van ontvangt. De kennisgeving vermeldt dat de beslissing vatbaar is voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State en vermeldt de wettelijke termijn waarbinnen dat beroep moet worden ingesteld. »

« Art. 63/5. Tijdens de duur van het onderzoek van het dringend verzoek tot heronderzoek mag geen enkele maatregel tot verwijdering van het grondgebied uitgevoerd worden en mag geen zodanige maatregel ten opzichte van de vreemdeling worden genomen wegens de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de beslissing waartegen dat verzoek is ingediend.

Dans le cas où la demande est introduite contre un refus de séjour ou d'établissement, le Ministre de la Justice peut enjoindre à l'étranger de résider en un lieu déterminé ou, si des circonstances exceptionnellement graves le justifient, ordonner sa détention pendant la durée de l'examen de la demande.

Lorsque le Ministre de la Justice ou son délégué rejette une demande urgente de réexamen introduite contre un refus de séjour ou d'établissement, il fixe, le cas échéant, un nouveau délai dans lequel l'étranger doit quitter le territoire. »

**Art. 15.** L'article 64, 4<sup>o</sup>, de la même loi est abrogé.

**Art. 16.** Dans le chapitre 5 du titre III de la même loi, il est inséré un article 70bis, rédigé comme suit :

« Art. 70bis. Lorsque la décision prise en application de l'article 52 vise à reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, l'étranger peut introduire, dans les deux jours ouvrables, un recours devant le président du tribunal de première instance, qui vérifie qu'il y a des indices sérieux qu'une telle menace existe.

La demande est introduite et la procédure se déroule selon les formes du référé.

En cas de rejet de la demande, le président peut, le cas échéant, accorder à l'étranger un délai d'un mois maximum pour se faire admettre dans un autre pays.

La décision doit être rendue dans les 15 jours de l'introduction du recours et n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Ce recours est suspensif. »

**Art. 17.** Il est inséré dans la même loi, un Titre IIIbis intitulé « Obligations des transporteurs relatives à l'accès des étrangers au territoire » et comprenant les articles suivants :

« Art. 74/2. § 1er. Est puni d'une amende de 1 000 francs par passager transporté :

1<sup>o</sup> le transporteur aérien, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage, transporte à destination de la Belgique, cinq passagers au moins, qui ne possèdent pas les documents prévus par l'article 2, sans avoir pris de précautions pour s'assurer que ces passagers soient en possession de ces documents;

2<sup>o</sup> le transporteur maritime, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage, transporte à destination de la Belgique, cinq passagers au moins, qui ne possèdent pas les documents prévus par l'article 2, sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents;

3<sup>o</sup> le transporteur aérien, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage à destination d'un pays tiers, amène en Belgique, cinq passagers au moins qui ne sont pas porteurs des documents requis pour entrer dans ce pays tiers, sans avoir pris de précautions pour s'assurer que ces passagers soient en possession de ces documents;

4<sup>o</sup> le transporteur maritime, public ou privé, qui, à l'occasion d'un même voyage à destination d'un pays tiers, amène en Belgique cinq passagers au moins qui ne sont pas porteurs des documents requis pour entrer dans ce pays tiers, sans avoir donné suite à l'invitation faite de prendre toutes dispositions utiles pour que ces passagers soient en possession de ces documents.

Pour le calcul du nombre des passagers visés au premier alinéa, les parents au premier degré et le conjoint qui accompagnent ne sont pas comptés.

§ 2. Les personnes morales sont civilement responsables des condamnations aux amendes et frais, prononcées pour infraction aux dispositions du présent article, contre leurs organes ou préposés.

**Art. 74/3. § 1er.** Si le transporteur visé à l'article 74/2 n'a pas de siège social, de domicile ou de résidence fixe en Belgique, il doit consigner entre les mains des fonctionnaires ou agents compétents, une somme destinée à couvrir l'amende et les frais de justice éventuels.

Le montant de la somme à consigner et les modalités de sa perception sont fixés par le Roi.

§ 2. Le moyen de transport par lequel l'infraction a été perpétrée, est retenu aux frais et risques du transporteur, jusqu'à remise de cette somme et justification du paiement des frais éventuels de conservation ou, à défaut, pendant nonante-six heures à compter de la constatation.

Ingeval het verzoek ingediend is tegen een weigering van verblijf of van vestiging, kan de Minister van Justitie de vreemdeling verplichten in een bepaalde plaats te verblijven of, wanneer uitzonderlijk ernstige omstandigheden zulks wettigen, zijn opsluiting bevelen voor de duur van het onderzoek van het verzoek.

Wanneer de Minister van Justitie of zijn gemachtigde een dringend verzoek tot heronderzoek, ingediend tegen een weigering van verblijf of vestiging, verwerpt, stelt hij desgevallend een nieuwe termijn vast waarbinnen de vreemdeling het grondgebied moet verlaten. »

**Art. 15.** Artikel 64, 4<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 16.** In hoofdstuk 5 van titel III van dezelfde wet wordt een artikel 70bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 70bis. Wanneer de met toepassing van artikel 52 genomen beslissing tot doel heeft de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar, volgens zijn verklaring, zijn leven of zijn vrijheid gevaar loopt, kan de vreemdeling binnen twee werkdagen beroep instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, die nagaat of er ernstige aanwijzingen zijn dat een dergelijke bedreiging bestaat.

De vordering wordt ingesteld en de rechtspleging verloopt overeenkomstig de vormen van het kort geding.

Wordt de vordering verworpen, dan kan de voorzitter de vreemdeling desgevallend een termijn van ten hoogste één maand toekennen, om toegang te krijgen tot een ander land.

Uitspraak moet worden gedaan binnen 15 dagen na het instellen van het beroep. De beslissing is niet vatbaar voor verzet noch hoger beroep.

Dit beroep heeft schorsende kracht. »

**Art. 17.** In dezelfde wet wordt een Titel IIIbis ingevoegd die als opschrift heeft « Verplichtingen van de vervoerders met betrekking tot de toegang van vreemdelingen tot het grondgebied » en de hierna volgende artikelen bevat :

« Art. 74/2. § 1. Met een geldboete van 1 000 frank per vervoerde passagier wordt gestraft :

1<sup>o</sup> de openbare of private luchtvervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis, ten minste vijf passagiers die niet in het bezit zijn van de in artikel 2 voorziene stukken, naar België vervoert, zonder voorzorgen genomen te hebben om er zich van te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken;

2<sup>o</sup> de openbare of private zeevervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis, ten minste vijf passagiers die niet in het bezit zijn van de in artikel 2 voorziene stukken, naar België vervoert, zonder gevolg gegeven te hebben aan het verzoek om alle dienstige maatregelen te treffen opdat die passagiers in het bezit van die stukken zouden zijn;

3<sup>o</sup> de openbare of private luchtvervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis naar een derde land, ten minste vijf passagiers naar België brengt die geen houder zijn van de stukken die voor de toegang tot dat derde land vereist zijn, zonder voorzorgen genomen te hebben om er zich van te vergewissen of die passagiers in het bezit zijn van die stukken;

4<sup>o</sup> de openbare of private zeevervoerder die, ter gelegenheid van eenzelfde reis naar een derde land, ten minste vijf passagiers naar België brengt die geen houder zijn van de stukken die voor de toegang tot dat derde land vereist zijn, zonder gevolg gegeven te hebben aan het verzoek om alle dienstige maatregelen te treffen opdat die passagiers in het bezit van die stukken zouden zijn.

Voor de berekening van het aantal passagiers bedoeld in het eerste lid, worden de verwanten in de eerste graad en de echtgenoot, die die passagiers vergezellen, niet meegerekend.

§ 2. De rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot geldboeten en kosten die werden uitgesproken tegen hun organen of aangestelden wegens een inbreuk op de bepalingen van dit artikel.

**Art. 74/3. § 1.** Indien de in artikel 74/2 bedoelde vervoerder geen maatschappelijke zetel, woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft, moet hij in handen van de bevoegde ambtenaren of beambten een bedrag consigneren bestemd om de geldboete en de eventuele gerechtskosten te dekken.

De hoegrootheid van het bedrag dat in consignatie moet worden gegeven en de modaliteiten inzake heffing worden door de Koning bepaald.

§ 2. Het vervoermiddel waarmee de overtreding werd gepleegd wordt ingehouden op kosten en risico van de vervoerder, totdat deze som betaald is en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaeringskosten van het voertuig betaald zijn of, indien die niet gebeurt, gedurende de zesennegentig uren te rekenen vanaf de vaststelling.



§ 3. A l'expiration de ce délai, la saisie du moyen de transport peut être ordonnée par le ministère public.

Un avis de saisie est envoyé au transporteur dans les deux jours ouvrables.

Les risques et les frais de conservation du moyen de transport restent à charge de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie.

La saisie est levée après justification du paiement de la somme à consigner et des frais éventuels de conservation.

§ 4. Si l'exercice de l'action publique entraîne la condamnation du transporteur :

1<sup>o</sup> la somme consignée est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée; l'excédent éventuel est restitué;

2<sup>o</sup> lorsque le moyen de transport a été saisi, le jugement ordonne que l'Administration des domaines procède à la vente du moyen de transport à défaut du paiement de l'amende et des frais de justice dans un délai de quarante jours du prononcé du jugement; cette décision est exécutoire nonobstant tout recours.

Le produit de la vente est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat, sur l'amende prononcée ainsi que sur les frais éventuels de conservation du moyen de transport; l'excédent éventuel est restitué.

§ 5. En cas d'acquiescement, la somme consignée ou le moyen de transport saisi sont restitués; les frais éventuels de conservation du moyen de transport sont à charge de l'Etat.

En cas de condamnation conditionnelle, la somme consignée est restituée après déduction des frais de justice; le moyen de transport saisi est restitué après paiement des frais de justice et justification du paiement des frais éventuels de conservation.

§ 6. En cas d'application de l'article 216bis du Code d'instruction criminelle, la somme consignée est imputée sur la somme fixée par le ministère public et l'excédent est restitué.

§ 7. La somme consignée ou le moyen de transport saisi sont restitués lorsque le ministère public compétent décide de ne pas poursuivre ou lorsque l'action publique est éteinte ou prescrite.

§ 8. Les fonctionnaires et agents appartenant à une des catégories déterminées par le Roi et qui sont individuellement délégués à cette fin par le Procureur général près la Cour d'Appel sont chargés de l'application du présent article et des mesures prises pour son exécution.

Art. 74/4. Le transporteur public ou privé qui a amené dans le Royaume un passager dépourvu des documents requis par l'article 2, doit le transporter ou le faire transporter dans le pays d'où il vient ou dans tout autre pays où il peut être admis.

Le transporteur visé à l'alinéa 1er est, en outre, solidairement tenu avec le passager qui n'a pas été autorisé à entrer dans le Royaume, de payer les frais d'hébergement, de séjour, de soins de santé et de rapatriement de ce passager. »

Art. 18. Dans l'article 79, alinéa 2, de la même loi, les mots « par les autorités désignées au 2<sup>o</sup> de l'article 50 » sont remplacés par les mots « par le bourgmestre de la commune où se trouve l'étranger ou par son délégué ainsi que par les autorités désignées à l'article 50 à l'exception du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué ».

Art. 19. L'article 2 de la loi du 22 avril 1960 portant approbation de l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, signé à La Haye le 23 novembre 1957, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est seul compétent pour décider de la qualité de marin réfugié des personnes invoquant le bénéfice de l'Arrangement; la décision du Commissaire général n'est susceptible de recours qu'après de la Commission permanente de recours des réfugiés. »

Art. 20. Sont abrogés :

1<sup>o</sup> les articles 5 et 6 de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951;

2<sup>o</sup> les articles 3 et 4 de la loi du 12 mai 1960 portant approbation de la Convention relative au statut des apatrides, et des Annexes, signées à New York le 28 septembre 1954;

§ 3. Bij het verstrijken van deze termijn kan de inbeslagname van het vervoermiddel bevolen worden door het openbaar ministerie.

Een bericht van inbeslagname wordt binnen twee werkdagen aan de vervoerder gezonden.

Het risico en de kosten van bewaring van het vervoermiddel blijven tijdens de duur van het beslag ten laste van de overtreder.

Het beslag wordt opgeheven nadat het bewijs geleverd werd dat de som die in consignatie moet worden gegeven en de eventuele bewaringskosten betaald werden.

§ 4. Leidt de strafvordering tot veroordeling van de vervoerder :

1<sup>o</sup> dan wordt de in consignatie gegeven som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en op de uitgesproken geldboete; het eventueel overschot wordt terugbetaald;

2<sup>o</sup> dan wordt, indien het vervoermiddel in beslag genomen werd, bij vonnis bevolen dat de Administratie van de Domeinen het vervoermiddel moet verkopen indien de geldboete en de gerechtskosten niet binnen een termijn van veertig dagen vanaf de uitspraak van het vonnis betaald werd; deze beslissing is uitvoerbaar niettegenstaande elk rechtsmiddel.

De opbrengst van de verkoop wordt toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten, op de uitgesproken geldboeten en op de eventuele bewaringskosten van het vervoermiddel; het eventueel overschot wordt terugbetaald.

§ 5. In geval van vrijspraak wordt de in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vervoermiddel teruggegeven; de eventuele bewaringskosten van het voertuig vallen ten laste van de Staat.

In geval van voorwaardelijke veroordeling wordt de in consignatie gegeven som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten; het in beslag genomen vervoermiddel wordt teruggegeven nadat de gerechtskosten betaald zijn en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het vervoermiddel betaald zijn.

§ 6. In geval van toepassing van artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering wordt de in consignatie gegeven som toegerekend op de door het openbaar ministerie vastgestelde som en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

§ 7. De in consignatie gegeven som of het in beslag genomen vervoermiddel worden teruggegeven wanneer het openbaar ministerie beslist geen vervolging in te stellen of wanneer de strafvordering vervallen of verjaard is.

§ 8. De ambtenaren en beambten die tot een der door de Koning bepaalde categorieën behoren en die door de procureur-generaal bij het Hof van Beroep daartoe individueel zijn gemachtigd, zijn belast met de toepassing van dit artikel en van de ter uitvoering ervan genomen maatregelen.

Art. 74/4 De openbare of private vervoerder die een passagier in het Rijk brengt die niet in het bezit is van de bij artikel 2 vereiste stukken moet hem vervoeren of laten vervoeren naar zijn land van oorsprong of naar elk ander land waar bij toegelaten kan worden.

De in het eerste lid bedoelde vervoerder is bovendien hoofdelijk aansprakelijk met de passagier aan wie de toegang tot het Rijk ontzegd werd voor de betaling van de kosten van huisvesting, verblijf, gezondheidszorgen en terugzending van die passagier. »

Art. 18. In artikel 79, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « de overheden aangeduid in artikel 50, 2<sup>o</sup>, » vervangen door de woorden « de burgemeester van de gemeente waar de vreemdeling zich bevindt of door diens gemachtigde, evenals door de in artikel 50 bedoelde overheden, met uitzondering van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of diens gemachtigde ».

Art. 19. Artikel 2 van de wet van 22 april 1960 houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de zeelieden-vluchtelingen, ondertekend te 's Gravenhage op 23 november 1957, wordt vervangen door de volgende bepaling.

« Art. 2. Alleen de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is bevoegd om te beslissen omtrent de hoedanigheid van zeeman-vluchteling van de personen die zich op het voordeel van de Overeenkomst beroepen; tegen de beslissing van de Commissaris-generaal staat alleen beroep open bij de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen. »

Art. 20. Worden opgeheven :

1<sup>o</sup> de artikelen 5 en 6 van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951;

2<sup>o</sup> de artikelen 3 en 4 van de wet van 12 mei 1960 houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, en van de Bijlagen, ondertekend te New York op 28 september 1954;

3<sup>o</sup> l'arrêté ministériel du 22 février 1954 par lequel le Ministre des Affaires Étrangères a, en application de l'article 5 de la loi du 26 juin 1953 portant approbation de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, et des Annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951, délégué au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sa compétence pour reconnaître la qualité de réfugié.

Art. 21. Dès sa mise en vigueur, la présente loi est applicable à toutes les situations visées par ses dispositions.

Toutefois, le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés reste compétent pour connaître des demandes de reconnaissance ou de confirmation de la qualité introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 22. Les décisions relatives à la qualité de réfugié, qui ont été prises par le représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont maintenues.

Art. 23. Pendant une période de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les demandes de reconnaissance ou de confirmation de la qualité de réfugié, adressées au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, sont transmises immédiatement au Ministre de la Justice ou à son délégué.

Elles sont présumées avoir été introduites auprès d'une des autorités visées à l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à la date de leur présentation au représentant en Belgique du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Art. 24. Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, il peut :

1<sup>o</sup> modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2<sup>o</sup> modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3<sup>o</sup> modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Art. 25. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur aux dates qui seront fixées par le Roi et au plus tard le premier jour du septième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre des Relations extérieures,  
L. TINDEMANS

Le Ministre des Communications,  
H. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

3<sup>o</sup> het ministerieel besluit van 22 februari 1954, waarbij de Minister van Buitenlandse Zaken, met toepassing van artikel 5 van de wet van 26 juni 1953 houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, en van de Bijlagen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951, zijn bevoegdheid om de hoedanigheid van vluchteling te erkennen, heeft overgedragen aan de Vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen.

Art. 21. Deze wet vindt, zodra ze in werking is gesteld, toepassing op alle toestanden die in de bepalingen ervan worden bedoeld.

De vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen blijft evenwel bevoegd om kennis te nemen van de aanvragen tot erkenning of bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling die ingediend zijn voor de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 22. De beslissingen betreffende de hoedanigheid van vluchteling die voor de inwerkingtreding van deze wet genomen zijn door de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen, blijven gehandhaafd.

Art. 23. Gedurende een periode van drie maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet, worden de aanvragen tot erkenning of bevestiging van de hoedanigheid van vluchteling die gericht zijn aan de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen, onmiddellijk overgemaakt aan de Minister van Justitie of zijn gemachtigde.

Zij worden geacht ingediend te zijn voor een van de overheden bedoeld in artikel 50 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, op de dag dat zij bij de vertegenwoordiger in België van de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen ingediend zijn.

Art. 24. De Koning kan de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen coördineren met de bepalingen welke deze op het tijdstip van de coordinaties, uitdrukkelijk of impliciet zouden gewijzigd hebben.

Daartoe kan Hij :

1<sup>o</sup> de volgorde, de nummering van de coördinerende bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2<sup>o</sup> de verwijzingen die voorkomen in de te coördinerende bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3<sup>o</sup> de redactie van de te coördinerende bepalingen wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn.

Art. 25. De bepalingen van deze wet treden in werking op de door de Koning vast te stellen data en uiterlijk op de eerste dag van de zevende maand volgend op die gedurende welke ze is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,  
L. TINDEMANS

De Minister van Verkeerswezen,  
H. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL